

**Zeitschrift:** Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger  
**Herausgeber:** Organisation des Suisses de l'étranger  
**Band:** 45 (2018)  
**Heft:** 3

**Rubrik:** Sélection : Tim Guldemann

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 06.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Tim Guldumann



«Le Conseil international», c'est avec ce slogan que Tim Guldumann s'est présenté en tant que candidat au Conseil national en 2015. Le social-démocrate âgé de 68 ans et domicilié à Berlin a été le premier Suisse de l'étranger figurant sur la liste du PS zurichois à être élu au parlement, un véritable exploit. Cinquante-six autres Suisses de l'étranger ont également essayé à l'époque, en vain. Les chances d'élection sont minces car la plupart des candidats sont pour ainsi dire inconnus. Mais il en a été autrement s'agissant de l'éminent Tim Guldumann, haut diplomate suisse.

Pourtant, Guldumann a désormais quitté son mandat au beau milieu de sa première période de législature, cessation qui sera effective à l'issue de la séance de printemps. En tant que Suisse de l'étranger, il n'aurait pas ou peu réussi à être présent dans sa circonscription électorale. Il n'est pas facile de vivre dans un milieu et de faire de la politique dans un autre. Pour appréhender les personnes avec lesquelles on fait de la politique, il faudrait les fréquenter personnellement: «Ce n'est pas la même chose d'être dans le tram à Zurich ou dans le métro à Berlin.» Guldumann a en outre avancé des raisons familiales. Directrice adjointe des bureaux du Spiegel dans la capitale allemande, son épouse serait très engagée professionnellement. C'est pourquoi leurs deux filles en âge de scolarité obligatoire auraient besoin de la présence de leur père, et la question de déménager en Suisse ne se poserait pas.

Au Parlement, Tim Guldumann était avant tout chargé de politique européenne. Ambassadeur suisse à Berlin jusqu'à sa retraite en 2015, il disposait d'un réseau exceptionnel. Il s'est avant tout fait connaître en étant ambassadeur à Téhéran, et diplomate de crise en Tchétchénie où, en qualité de responsable de la mission de l'OSCE, il a joué un rôle de médiateur dans le cessez-le-feu. Sa carrière politique se termine désormais moins brillamment que sa carrière diplomatique. JÜRGEN MÜLLER

## Des villes suisses dans un classement mondial

Une nouvelle étude de PricewaterhouseCoopers révèle à quel point les grandes villes suisses sont compétitives par rapport à d'autres métropoles. Les villes suisses ont été ajoutées pour la première fois à ce classement annuel du cabinet d'audit. Zurich occupe la 5<sup>e</sup> place sur 34 villes, derrière Londres, Paris, Toronto et Singapour. Bâle arrive 13<sup>e</sup>, Genève 17<sup>e</sup> et Berne 20<sup>e</sup>. L'étude prend en compte les critères suivants: l'économie, la capacité d'évoluer et la qualité de vie. Les villes suisses se distinguent en premier lieu par leur qualité de vie. En matière de santé et de sécurité, Berne arrive même en tête du classement.

## Novartis abandonne les médicaments sans ordonnance

À l'occasion de la réorganisation de plusieurs de ses activités réalisée il y a trois ans, le groupe pharmaceutique bâlois Novartis avait placé sa branche «médicaments sans ordonnance» dans une coentreprise détenue avec le groupe britannique GSK. Novartis cède à présent l'intégralité de la participation de 36,5 % qu'elle avait conservée dans ce secteur, rachetée par GSK pour 13 milliards de dollars.

## 80 millions de francs pour le CICR

Cette année encore, la Suisse apporte son soutien au Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Le Conseil fédéral a approuvé rétroactivement pour 2018 une enveloppe de 80 millions de francs pour le siège du CICR à Genève, soit autant que l'année dernière. Outre cette contribution, la Direction du développement et de la coopération (DDC) finance aussi des opérations humanitaires spécifiques du CICR à hauteur de 60,9 millions de francs. Ce montant s'élevait à 62,5 millions de francs l'année passée. En 2017, la Suisse était le cinquième principal donateur du budget total du CICR.

## Nouveaux systèmes de défense aérienne

Le Département de la défense veut donner une nouvelle orientation à la défense aérienne. Ainsi, l'armée suisse doit-elle être équipée de missiles sol-air de grande portée. Ils doivent pouvoir voler sur une distance de 50 km, atteindre 12 km de hauteur et couvrir une surface d'au moins 15 000 km<sup>2</sup>. Les exigences posées à la flotte aérienne évoluent également: à partir de 2025, les Tiger et F/A-18 devront être remplacés. À l'avenir, quatre avions de combat doivent pouvoir défendre l'espace aérien de la Suisse en permanence durant quatre semaines. Parallèlement, les Forces aériennes doivent être capables, en cas d'attaque, de faire de la reconnaissance aérienne et de combattre des objectifs au sol.